

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département  
politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse*

RPAJ

Berne, 24 mars 1920

Depuis le départ de notre dépêche du 17 mars<sup>1</sup>, le Département a reçu une série de renseignements que nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après.

*Autriche.*

Les événements de Berlin ont provoqué à Vienne un grand cortège de démonstrations socialistes. On y a acclamé la république des Conseils et les héros communistes. Le prolétariat entendait par là protester contre la loi militaire votée depuis par l'Assemblée nationale. Toute la presse viennoise fraternise sur le terrain de la juiverie contre le «Junkertum antisémite prussien». La presse de droite se montre réservée.

Le 18 mars, le Gouvernement saluait avec sympathie une légère évolution de l'Allemagne vers la gauche, mais pas vers l'extrême gauche, car la recrudescence du mouvement spartacien ne manquerait pas de contaminer les milieux révolutionnaires autrichiens, qui ont commencé immédiatement à s'agiter çà et là.

La tournure que prennent depuis lors les événements d'Allemagne justifient entièrement l'inquiétude du Gouvernement autrichien.

[...]²

*France.*

La presse française et la presse suisse s'occupent des difficultés que la France rencontre en *Alsace-Lorraine*. La France paraît avoir fait fausse route au début, en envoyant dans cette province des fonctionnaires absolument étrangers au pays et, par conséquent, étrangers aux traditions séculaires de l'Alsace, à son caractère tout à fait différent de celui de la France et des Français. L'administration d'Alsace-Lorraine se bornait à transmettre des dossiers à Paris. Cette situation intolérable engagea d'abord les partis «Union populaire républicaine» puis le

---

1. Non reproduit.

2. Ont été supprimées des informations sur l'Espagne, le Maroc, la Roumanie et les Républiques de La Plata.

parti démocratique républicain d'Alsace d'inscrire le *régionalisme* en tête de leurs programmes, de sorte que la discussion est ouverte entre Paris et Strasbourg. [...]

La *crise industrielle* s'aggrave en France par suite de la désorganisation continue des transports et de la pénurie de combustible; cette pénurie est rendue plus inquiétante par les grèves du Pas-de-Calais et les événements qui se déroulent dans le bassin de la Sarre. Les grèves vont toujours se multipliant, bien que les plus récentes n'aient apporté aucun avantage aux ouvriers grévistes.

Dans l'industrie, beaucoup de gens envisagent l'avenir sans appréhension. Cela tient en partie, me dit-on, à ce que les grosses entreprises métallurgiques, ayant réalisé durant la guerre des bénéfices énormes, les ont affectés à la rénovation de leur outillage, à la construction d'usines nouvelles et surtout à des achats d'établissements rivaux en Lorraine, dans la Sarre et dans les provinces rhénanes.

### *Allemagne.*

Comme nous vous l'avons déjà écrit, le Gouvernement Kapp-Lüttwitz a capitulé «sans conditions» après avoir obtenu d'Ebert qu'il soit procédé prochainement aux élections générales et présidentielles et au remaniement du ministère. Ces concessions furent accordées sous la menace des Spartaciens agités par la crainte d'une «terreur blanche» avec laquelle Kapp avait l'intention de répondre, le cas échéant, à la «terreur rouge». Des poursuites sont ouvertes contre les «Hochverräter», mais on peut se demander si le Gouvernement Ebert osera les faire condamner. [...]<sup>3</sup>

A Paris, on commence à comprendre ce danger [*d'une révolution bolchevique*], mais on ne pense qu'à obtenir l'exécution du Traité de Paix et à mettre à cet effet un terme aux dissensions entre Alliés.

M. Dutasta n'hésite pas à déclarer que, dans ces derniers temps, la France a fait des faux pas à l'égard de l'Allemagne, et qu'elle aurait mieux fait de moins prodiguer de coups d'épingle.

Selon M. Paléologue, on ne paraît toutefois guère disposé à appliquer les mesures prévues par les articles 43 et 44 du Traité de Versailles, à cause des grandes et incalculables complications que l'occupation de la Ruhr pourrait entraîner en ce moment.

Un consul scandinave arrivé de Moscou à Paris après un pénible voyage à travers l'Allemagne a constaté certaines analogies avec la Russie bolcheviste, mais estime que les communistes n'y ont ni le pouvoir ni les moyens des Soviets russes. Les succès seraient purement locaux; la réaction des paysans et des bourgeois plus forte. [...]<sup>3</sup>

Le Conseil des Ambassadeurs, avec le maréchal Foch, réuni à Paris, examine la situation créée par la crise allemande.

En tout cas, les conséquences politiques et économiques du malheureux coup d'Etat Kapp sont encore incalculables. On ne peut espérer qu'il n'aura pas de répercussions sur les pays limitrophes de l'Allemagne.

---

3. Suivent des informations reprises des rapports et des télégrammes du Ministre von Planta sur le putsch Kapp-Lüttwitz.